

**Arrêté n° DDT/SEER/GMA/2023-005  
fixant les prescriptions spécifiques pour  
l'exploitation de la pisciculture d'eau douce du plan d'eau communal  
sur la commune de Saint-Nexans**

Le préfet de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 1<sup>er</sup> avril 2008 applicable aux piscicultures d'eau douce mentionnées à l'article L.431-6 du code de l'environnement ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 10 mars 2022 ;

Vu le dossier de déclaration déposé le 03 mars 2022 et la demande du statut de pisciculture d'eau douce enregistré sous le numéro 24-2022-00062 ;

Vu les compléments déposés par courrier en date du 04 avril 2022 par la commune de Saint-Nexans ;

Vu l'avis favorable de la fédération départementale de la Dordogne pour la pêche et la protection du milieu aquatique de la Dordogne déposé par courrier le 1<sup>er</sup> avril 2022 ;

Vu l'avis de l'office français de la biodiversité transmis par courriel le 17 mai 2022 ;

Vu le rapport du service en charge de la police de l'eau établi suite à la visite de l'ouvrage réalisée en date du 08 décembre 2022 ;

Vu le projet d'arrêté adressé pour avis au bénéficiaire le 02 mars 2023 ;

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire transmise par courriel en date du 17 mars 2023 ;

Considérant l'antériorité du plan d'eau créé en 1967 ;

Considérant son implantation en dérivation des cours d'eau de La Conne et Le Cavérier, classés en deuxième catégorie piscicole ;

Considérant que l'obtention du statut de pisciculture nécessite la réalisation d'aménagements spécifiques ;

Considérant que l'alimentation du plan d'eau est réalisée par le bief d'alimentation du moulin de Saint-Nexans, réalimenté par Le Cavérier, et que celui-ci est équipé d'un dispositif de décharge pour réguler les débits de crue ;

Considérant que l'état général du plan d'eau, de son barrage et son envasement nécessitent des prescriptions particulières ;

Considérant que l'exploitation du plan d'eau doit être réglementée pour garantir une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et sauvegarder les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la faible profondeur du plan d'eau rend techniquement inutile la présence d'un système d'évacuation des eaux de fond ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de la Dordogne ;

## ARRÊTE

### Titre I : OBJET

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

La commune de Saint-Nexans, représentée par Monsieur le Maire, domiciliée à la mairie sise au lieu-dit : Le Bourg à Saint-Nexans (24520), est autorisée au titre du code de l'environnement à exploiter le plan d'eau situé au lieu-dit : L'Albaret, cadastré section B, parcelle n° 1155 sur le territoire de la commune de Saint-Nexans, sous réserve des prescriptions fixées par le présent arrêté.

Un plan de situation et une carte représentant le plan d'eau sont joints en annexe 1 au présent arrêté.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement, concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubriques	Intitulé	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha.	/
3.2.7.0	Pisciculture d'eau douce mentionnée à l'article L.431-6	Arrêté du 1 <sup>er</sup> avril 2008

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales, dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral référencé DDT/SEER/GMA/2022/014 notifié le 18 juillet 2022 sont remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

## Titre II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### **Article 2 : Caractéristiques du plan d'eau**

<b>Commune</b>	Saint-Nexans	<b>Nom ou lieu-dit</b>	L'Albaret
<b>Année de création</b>	1967	<b>Situation cadastrale</b>	B 1155
<b>Surface</b>	1,28 ha	<b>Volume estimé</b>	15 000 m <sup>3</sup>
<b>Alimentation</b>	En dérivation de cours d'eau	<b>Cours d'eau récepteur</b>	La Conne 2 <sup>ème</sup> catégorie
<b>Hauteur du barrage</b>	2,5 m	<b>Déversoir de crue</b>	Surverse de la vanne
<b>Dispositif de vidange</b>	Vanne de largeur 1 m	<b>Masse d'eau</b>	La Conne FRFRR108_8

### **Article 3 : Exploitation des plans d'eau**

Les ouvrages et installations sont régulièrement entretenus pour rester toujours fonctionnels.

#### Alimentation

Le plan d'eau est situé en dérivation de cours d'eau. Il est bordé par La Conne en rive droite et Le Cavérieu qui alimente le bief du moulin de Saint-Nexans en rive gauche.

Le plan d'eau est alimenté par un partiteur. Il est implanté le long de la rive droite du Cavérieu. Un seuil de 8 cm de hauteur favorise les écoulements d'eau dans le cours d'eau et garantit le passage du débit minimum garantissant la vie, la circulation et la reproduction du poisson défini à l'article L.214-18 du code de l'environnement fixé à deux litres par seconde (2 L/s).

Le répartiteur est régulièrement entretenu et nettoyé pour assurer son bon fonctionnement et favoriser les écoulements vers la dérivation.

#### Trop plein

Le trop plein du plan d'eau est assuré par la surverse de la vanne de vidange.

Il permet l'évacuation d'une crue centennale et assure une revanche de 40 cm sans porter atteinte à la stabilité du barrage ou aux biens situés en aval.

En dehors des épisodes de crue, aucun débit n'est rejeté par surverse pendant la période d'étiage.

#### Gestion piscicole

Le plan d'eau constitue une pisciculture d'eau douce au titre de l'article L.431-6 du code de l'environnement.

L'élevage est extensif, sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnelle.

La pisciculture comporte à chaque entrée et à chaque sortie une grille fixe et permanente la délimitant et empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et les cours d'eau. La taille des mailles ou des ouvertures des grilles n'excède pas 10 mm.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles amont et aval.

### Contrôle des peuplements

Le contrôle des peuplements piscicoles s'effectue conformément aux dispositions prévues aux articles L.432-10 et L.432-12 du code de l'environnement.

Les espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques sont éliminées sur place. En cas d'invasion persistante le plan d'eau sera mis en assec afin de procéder à leur élimination, pendant une durée déterminée par le préfet.

### Vidange

Le plan d'eau est équipé d'une vanne de fond.

Le fonctionnement des organes de vidange est régulièrement contrôlé a minima une fois par an, et spécialement avant toute information du service chargé de la police de l'eau d'une opération de vidange programmée.

Le plan d'eau doit pouvoir être entièrement vidangé et la périodicité des vidanges n'excède pas 5 ans.

Une déclaration d'intention de vidange doit être adressée à la direction départementale des territoires (DDT) de la Dordogne et à l'office français de la biodiversité au moins 15 jours avant le début de la date prévue pour l'ouverture de la vanne.

Durant les opérations de vidange, le partiteur est fermé de façon à faire transiter l'intégralité du débit du cours d'eau dans la dérivation.

Le débit de vidange est adapté à la capacité hydraulique du milieu récepteur afin de ne pas porter préjudice aux ouvrages publics et aux propriétés situés en aval.

Il est limité voire complètement interrompu dès qu'il y a un risque d'entraînement de sédiments vers l'aval du plan d'eau.

Tous les dispositifs utiles sont mis en place pour assurer la décantation des eaux de vidange.

La zone de décantation sera remise en état et curée avant la remise en eau du plan d'eau de façon à ne pas remobiliser les produits de décantation vers le cours d'eau de La Conne.

Les produits de curage peuvent être déposés à proximité, hors zone inondable et hors zone humide sous réserve de leur innocuité et de l'accord écrit du propriétaire. Le site de stockage doit garantir le non-retour de ces produits vers le milieu aquatique, notamment à cause d'un lessivage dû aux pluies.

La zone de stockage des produits de curage est préalablement déclarée au service en charge de la police de l'eau avec tous les éléments d'appréciations utiles.

Pendant toute la durée de la vidange, la qualité des eaux rejetées dans le cours d'eau ne doit pas dépasser 1 gramme par litre de matières en suspensions (MES) et 2 milligrammes par litre d'ammonium ( $\text{NH}_4^+$ ).

La teneur en oxygène dissous ( $\text{O}_2$ ) ne doit pas être inférieure à 3 milligrammes par litre.

Elle est mesurée juste avant le rejet dans le cours d'eau, sur une durée moyenne de 2 heures.

L'exploitant est réputé respecter les valeurs de qualité fixées ci-dessus dès lors qu'il respecte une vitesse maximale d'abaissement de la ligne d'eau ne conduisant pas à dépasser le débit de plein bord du cours d'eau et qu'il dispose d'un système de décantation avant remise des eaux au cours d'eau.

Les opérations de vidange se font sous la responsabilité du pétitionnaire qui doit prendre toutes les dispositions de surveillance et de mesures pour respecter ces valeurs.

Tout incident est immédiatement déclaré au service de la police de l'eau de la DDT.

En application de l'article L.432-2 du code de l'environnement, les eaux restituées ne doivent nuire ni à la vie du poisson, ni à sa reproduction, ni à sa valeur alimentaire.

Tous les poissons sont capturés et triés sur place.

#### Remplissage du plan d'eau

Le remplissage du plan d'eau après opération de vidange est interdit au cours de la période allant du 15 juin au 30 septembre.

Il sera progressif de façon à maintenir à l'aval du prélèvement un débit minimal permettant la vie, la circulation et la reproduction des poissons conformément à l'article L.214-18 du code de l'environnement.

#### Empoisonnement du plan d'eau

Si l'exploitant du plan d'eau souhaite empoisonner le plan d'eau, l'introduction de poissons doit provenir de piscicultures agréées en application de l'article L.432-12 du code de l'environnement et respecter les dispositions de l'article L.432-10 du même code, relatives aux interdictions et aux contrôles des peuplements, ainsi que l'ensemble des dispositions sanitaires applicables.

#### **Article 4 : Aménagements et travaux à réaliser**

Lors de la prochaine vidange, un protocole de vidange est préalablement transmis au service en charge de la police de l'eau au moins un mois avant la date de début de l'opération. Il contient tous les éléments d'appréciation explicitant les dispositions prévues pour la préservation du milieu aquatique pour validation.

Un inventaire des espèces piscicoles présentes dans le plan d'eau est réalisé et transmis au service en charge de la police de l'eau.

#### **Article 5 : Suivi de la gestion du plan d'eau**

L'exploitant tient à jour un carnet de suivi de la gestion du plan d'eau et de ses vidanges. Il contient :

- l'ensemble des manœuvres de vannes effectuées ;
- les principales opérations d'entretien réalisées ;
- les incidents survenus et les mesures mises en œuvre pour les corriger ;
- les suivis associés aux opérations de vidange ;
- le descriptif des empoisonnements réalisés (espèces, quantités, provenance, etc.).

Ce carnet est tenu à la disposition des agents chargés des contrôles.

### **Titre III – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 6 : Durée de l'autorisation**

La présente autorisation est accordée jusqu'au 18 juillet 2042.

#### **Article 7 : Conditions de renouvellement de l'autorisation**

Pour obtenir le renouvellement de la présente autorisation, le bénéficiaire devra avant son expiration, adresser une demande au préfet en se conformant aux dispositions des articles L.214-2 à L.214-4 du code de l'environnement.

#### **Article 8 : Conformité au dossier et modifications**

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté à la connaissance du préfet avant sa réalisation, conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

#### **Article 9 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révoquant sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par le présent arrêté, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

#### **Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents**

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier. Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

#### **Article 11 : Accès aux installations**

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

### **Article 12 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 13 : Autres réglementations**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

### **Article 14 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise à la mairie de la commune où est situé l'étang, pour affichage pendant une durée d'un mois, pour information des tiers.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État (<https://www.dordogne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de 6 mois.

### **Article 15 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Bordeaux :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de sa publication.
- par le permissionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

À peine d'irrecevabilité de tout recours à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de deux mois suivant la notification de celle-ci saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R.214-36 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision de rejet.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 16 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires de Dordogne, le maire de la commune de Saint-Nexans, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne et notifié à la commune de Saint-Nexans, en tant que permissionnaire.

Périgueux, le **29 MARS 2023**

Pour le préfet et par délégation

La responsable du pôle  
Gestion des milieux aquatiques  
  
**Mathilde BALCERAK**

ANNEXE 1 – PLAN DE SITUATION ET CARTE

